

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 27 octobre 2022

Nos réf. : SHM/FDLH/MT n° 22-345

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

FERRY CAPITAIN

Forges de Bussy - BP 33
52300 VECQUEVILLE

1) Contexte

1.1 Présentation du site concerné et contexte administratif

Implantée sur le territoire de la commune de VECQUEVILLE depuis 1831, la société FERRY CAPITAIN est spécialisée dans la production de pièces en fonte (70 %) et en aciers ordinaires, spéciaux ou inoxydables de grande taille, d'un poids unitaire allant de quelques dizaines de kilogrammes à plusieurs dizaines de tonnes.

Les ateliers de fonderie disposent des services connexes nécessaires tels que le modelage, le grenailage, l'ébarbage, le traitement thermique, la peinture, l'usinage, l'assemblage et les opérations de finition et de contrôles.

La production est principalement destinée aux domaines de l'énergie (corps de turbine à eau, gaz ou vapeur), des travaux publics et du traitement des minéraux (pièces de tunnelier, galets et pistes de broyage) mais également de l'industrie chimique et la construction d'infrastructures importantes. Parmi les leaders mondiaux de ce secteur d'activité, la société FERRY CAPITAIN réalise plus de 85 % du chiffre d'affaires à l'exportation.

L'établissement est soumis à la législation des installations classées au seuil de l'Autorisation notamment pour des activités de fonderie (Rubrique 2551), de stockage de déchets (Rubrique 2760), utilisation de vernis, peinture, ... (Rubrique 2940) et à la législation IED pour la rubrique 3240 visant l'exploitation de fonderie de métaux ferreux d'une capacité de production de 100 t/j. La rubrique visant l'activité de combustion est à Déclaration pour une puissance de 10,5 MW.

Les activités du site sont autorisées notamment par les arrêtés préfectoraux n° 2878 du 30 octobre 2008 et complémentaire du 19 avril 2019.

1.2 Justification de la demande

L'exploitant précise qu'au vu de l'augmentation des coûts de l'énergie et de son engagement dans la transition énergétique, il lui est apparu nécessaire d'initier un projet de remplacement de chaudière fonctionnant au gaz par une chaudière alimentée par des plaquettes de bois ou des granulés.

Le projet consiste au remplacement de 2 chaudières gaz de ville d'une puissance totale de 106 kW par une chaudière bois d'une puissance totale de 100 kW, et d'un stockage de bois limité au volume de la trémie soit 25 m³.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERRY CAPITAIN
- Forges de Bussy BP 33 52300 VECQUEVILLE
- Code AIOT : 0005701290
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Oui.

Cette visite a eu lieu suite à la réception d'un dossier de porter à connaissance daté du 28 juillet 2022 relatif à la modification des installations de combustion (remplacement de 2 chaudières gaz par une chaudière bois de puissance équivalente).

Pour l'inspection des installations classées, cette visite avait pour vocation de vérifier les dispositions prises par l'exploitant sur le lieu d'implantation de cet équipement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Porter à connaissance modification chaudière
- modification de l'étude des dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

n°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Porté à connaissance	l'article R.181-46 du code de l'environnement	/	non
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, annexe du R.511-9 du CE	/	non

n°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Modification de l'étude de danger	Article 1.5.3 de l'arrêté préfectoral n°2878 du 30 octobre 2008	/	non

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La demande de l'exploitant a été analysée par l'inspection des installations classée en application des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement et de la note du 20 décembre 2021. Il en ressort que cette modification est jugée notable mais non substantielle.

Au vu des constats établis le jour de la visite, **la demande peut être mise en œuvre dès à présent, sous réserve que sa nouvelle installation soit exploitée dans le respect de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.**

Enfin, il n'a pas été identifié lors de la visite d'inspection de stockage se trouvant à proximité du projet pouvant générer de nouveau scénario d'accident et donc susceptible de modifier l'étude de danger du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Analyse de la modification (article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021).

Référence réglementaire : article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021
Thème(s) : Analyse de la modification
<p>En application de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020, dite loi « ASAP », relative à la simplification des procédures applicables aux entreprises et en vertu du décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021, le caractère substantiel d'un projet au sein d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement est étudié au regard de la note du 20 décembre 2021 et de l'article R.181-46 du code de l'environnement qui précise :</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</i></p> <p style="padding-left: 40px;"><i>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</i></p> <p style="padding-left: 40px;"><i>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</i></p> <p style="padding-left: 40px;"><i>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</i></p> <p><i>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le R.181-46 I 1°, le projet ne constitue pas une extension géographique à l'extérieur du périmètre déjà autorisé.</p> <p>Concernant le R.181-46 I 2°, la modification envisagée ne dépasse pas « en elle-même » le seuil de la rubrique 2910 visant la combustion.</p> <p>Concernant le R.181-46 I 3°, le caractère substantiel est également à apprécier au regard des dangers et des inconvénients significatifs qu'il est susceptible de générer en application de l'article L.181-3 du code de l'environnement. Au vu des éléments présentés par l'exploitant, les impacts supplémentaires sont faibles voire nuls.</p> <p>Enfin les critères évoqués à titre indicatif dans la note du 20 décembre 2021 (nouvelle activité permanente, modification (non mineure) de la nature des effluents épandus, prolongation de plus de 2 ans de la durée d'exploitation autorisée d'une installation d'élimination de déchets ou d'une carrière, ...) ne sont pas atteints.</p>
<p>Observations : A la lecture de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021, l'inspection des installations classées propose de considérer la modification comme non substantielle.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>
<p>Proposition de suites : non</p>

Nom du point de contrôle : Situation administrative (Code de l'environnement du 16/10/2007, annexe du R.511-9 du CE.)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, annexe du R.511-9 du CE
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : 1532 (Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues). <div> <div>1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m³</div> <div>AUTORISATION</div> </div> <div> <div>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</div> <div>a) Supérieur à 20 000 m³</div> <div>ENREGISTREMENT</div> </div> <div> <div>b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</div> <div>DECLARATION</div> </div>
Constats : Afin d'alimenter sa chaudière biomasse, l'exploitant prévoit un stockage de bois de 25 m ³ qui reste sous le seuil de 1 000 m ³ visée par la rubrique 1532 (Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues). Stockage Non Classé
Observations :
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : non

Nom du point de contrôle : Modification de l'étude de Dangers (Article 1.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 2878 du 30 octobre 2008)

Référence réglementaire : Article 1.5.3 de l'arrêté préfectoral n°2878 du 30 octobre 2008
Thème(s) : Modification de l'étude de Dangers
Prescription contrôlée : <i>« L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuées par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. »</i>
Constats : La chaudière destinée à chauffer des bâtiments, d'une emprise au sol de 9 x 5 m, sera située à proximité des bâtiments administratifs et d'analyse afin notamment de limiter la perte en ligne. Au vu de la configuration du site, le projet sera suffisamment éloigné de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. Un poteau incendie a pu être constaté à moins de 50 m du projet. D'autre part le bois utilisé sera sous forme de pellet de classe A.
Observations : En respectant l'arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, l'exploitant s'assure de limiter les risques générés par cet équipement.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : non